

[Text]

would automatically answer if it was a federal Canadian government requirement, so they have abandoned it. To my knowledge, they do not have to sign the form now which other exporters have to sign.

Senator Lang: Of course, they are 100 per cent state subsidized, aren't they?

Mr. Dixon: Of course. Unfortunately, the minister is now in another portfolio, but we have appealed to another Windsor boy, and I do not mean to be disrespectful, so perhaps I should say another Windsor gentleman, the Honourable Bud Cullen, before he left his portfolio as Minister of National Revenue, to abandon this program. Surely, the surveillance program has done its work. As I mentioned to Senator Lang, it has now been over four years in existence and it is serving no further useful purpose. The American exporters generally are not using their own program as much as they did, and that is why it was, in our view and certainly in the view of American exporters, put into effect. It is a national disgrace; it is just another piece of bureaucracy.

Senator Bélisle: Mr. Chairman, Mr. Dixon has used this colourful phraseology and has applied to the situation all those good words that he said. You say, Mr. Dixon, that this has been in effect since 1972. Do you say what you have said because you detect a political motive for this attempt to change our trade from the West to the East or to switch from the United States to the Soviet Union?

Mr. Dixon: I honestly cannot claim that, senator. It is just a typical Canadian, parochial measure which has not been abandoned and terminated, in our opinion. It is a nuisance; it serves no purpose at all. We are, of course, the only country in the world to have it. It has been the subject of formal complaint by many of our trading partners who simply cannot understand the need for it; and I believe, if the committee saw fit and the Chairman saw fit to call senior officers of Revenue Canada to appear before you, they might be able to testify that they have "caught"—put quotation marks around the word "caught"—one or two other countries which have a subsidized industry or industries, which export to Canada. We understand informally that Southern Ireland is one; we understand that Brazil is one; we understand that Australia is one. They have been caught in this net which we believe, and American exporters believe, was just to catch those in the United States who were using the DISC program.

The fact of the matter is that there has been no action taken as a result of this surveillance program. There has been no action; there has been no public report on the surveillance program. It is purely and simply another bureaucratic impediment to or harassment of importers.

The Chairman: You would classify it as a Canadian NTB?

[Traduction]

les Douanes et Accises ont depuis longtemps admis qu'ils n'allaient pas recevoir de réponse en matière de transactions relevant de commerces d'État, à des questions auxquelles les pays occidentaux auraient répondu automatiquement, s'il s'agissait d'une expérience du gouvernement fédéral canadien; ils ont donc abandonné. A ma connaissance les exportateurs étrangers n'ont pas à l'heure actuelle à signer la formule que les autres exportateurs doivent signer.

Le sénateur Lang: Bien entendu ils sont subventionnés à 100 p. 100?

M. Dixon: Évidemment. Nous avons fait appel, mais malheureusement le Ministre détient actuellement un autre portefeuille. Nous avons néanmoins fait appel à un autre gars de Windsor, et comme je ne veux pas être irrespectueux, peut-être devrais-je dire un autre monsieur de Windsor, l'honorable Bud Cullen, avant qu'il ne remette son porte-feuille de ministre du Revenu national, pour qu'il abandonne ce programme. Le programme de surveillance avait sûrement atteint son but. Comme je l'ai dit au sénateur Lang, il existe maintenant depuis quatre ans et ne sert plus à rien. En règle générale, les exportateurs américains n'utilisent plus autant leur propre programme et c'est pourquoi, à notre avis et certainement aussi du point de vue des exportateurs américains, le nôtre a été mis en vigueur. C'est une honte pour le pays. Tout juste un autre produit de la bureaucratie.

Le sénateur Bélisle: Monsieur le président, M. Dixon, dans un langage pittoresque, a bien défini la situation. Vous dites, monsieur Dixon, que ce programme est en vigueur depuis 1972. Avez-vous dit cela parce que vous voyez une raison politique à ce qu'on essaie de transférer le commerce canadien de l'Ouest vers l'Est ou des États-Unis à l'Union soviétique?

M. Dixon: En toute honnêteté, je ne peux pas affirmer cela, sénateur. Nous sommes d'avis qu'il s'agit là d'une mesure désuète, typiquement canadienne, qui n'a été ni abandonnée, ni abolie. Elle gêne énormément et ne sert à rien. Nous sommes, bien entendu, le seul pays au monde à l'appliquer. Elle a fait l'objet de plaintes officielles de la part d'un bon nombre de nos partenaires commerciaux qui n'en comprennent absolument pas la nécessité; et je crois que si le comité et le président jugent bon d'appeler des hauts fonctionnaires de Revenu Canada à comparaître, ces derniers seraient en mesure de témoigner qu'ils ont «attrapé», en ayant soin de mettre le mot attrapé entre guillemets, un ou deux autres pays qui subventionnent une ou plusieurs industries exportant au Canada. Nous croyons savoir que l'Irlande du Sud compte parmi ces derniers, de même que le Brésil et l'Australie. Ils ont été pris dans ce filet qui, nous le croyons et les exportateurs américains aussi, n'avait été tendu que pour attraper ceux qui aux États-Unis appliquaient le programme DISC.

Le fait est qu'aucune disposition n'a été prise en réponse à ce programme de surveillance. On n'a rien fait: on n'a pas présenté de rapport public à ce sujet. Il s'agit là encore purement et simplement d'un moyen utilisé par le bureaucratie pour entraver ou harceler les importateurs.

Le président: Il s'agit d'après vous d'un NTB canadien?